

Communiqué de presse : les Rencontres de l'IFD 2024

Les acteurs de la Place de Paris mobilisés pour relever les défis du financement de la transition écologique

Paris le 23 avril 2024

Le lundi 22 avril 2024, l'Institut de la Finance Durable, branche de Paris Europlace, a organisé les Rencontres de l'IFD. Placée sous le Haut Patronage du ministère de l'Economie, des Finances et de souveraineté industrielle et numérique, cette 1^{ère} édition, s'est centrée sur la thématique « Financer la transition écologique : le temps de l'action ! »

Les Rencontres de l'IFD offrent une plateforme d'échange et de réflexion sur les enjeux cruciaux de la transition écologique et de son financement en réunissant les principaux acteurs et décideurs impliqués dans sa réussite. Elles sont le reflet des travaux engagés par l'Institut de la finance durable sur les chantiers de décarbonation de l'économie. Cette édition a réuni plus de 25 intervenants et plus de 500 participants au ministère de l'Economie et des Finances à Bercy ainsi que près de 200 personnes en ligne. Il en ressort 3 principales conclusions, toutes traitées dans le cadre des travaux de l'IFD.

« Pour réussir cette grande transformation, une nouvelle économie politique est nécessaire. Cette nouvelle économie politique doit être fondée sur une définition renouvelée des rôles, des responsabilités, des interactions et des solidarités entre les principaux acteurs de l'économie que sont l'Etat, les entreprises et les institutions financières. Le nouveau contexte implique pour chacun de ces acteurs de se transformer. Réussir la transition écologique nécessite de faire les bons choix technologiques et industriels et de mobiliser l'ensemble des acteurs. Cela implique aussi un dialogue étroit entre eux. » Yves Perrier, Président de l'Institut de la Finance Durable

La réussite de la transition écologique nécessite de réaliser une révolution industrielle à l'échelle mondiale.

Il s'agit de déclencher des investissements massifs au cours des 10 à 15 prochaines années. Le secteur financier joue donc un rôle critique dans la réorientation des ressources des projets "bruns" aux projets "verts". Les sources de financement existent mais nécessitent de travailler sur la rentabilité des projets et leur valeur d'usage.

Cela fait écho aux conclusions du rapport de l'Institut de la finance durable sur le financement de la transition écologique publié en juin 2023. Pour accélérer l'action, l'Institut de la finance durable poursuit ses travaux sur le financement de la transition écologique, la définition d'un investissement de la transition écologique et les trajectoires énergies fossiles.

« La finance est confrontée, comme beaucoup d'autres activités, au défi de se rendre compatible avec les limites physiques globales de notre planète, dont le climat et la biodiversité. Cela ne pourra se faire en ajustant à la marge une activité globalement identique à l'actuelle, et peut-être pas en conservant les rendements d'hier. Il y a donc deux énormes chantiers managérial et stratégique

devant nous, à peine effleurés pour l'instant. » Jean-Marc Jancovici, Associé, Carbone 4 & Président, The Shift Project

« La transition vers des économies durables expose tous les acteurs économiques à de profondes transformations, tant stratégiques que technologiques. En tant qu'institution financière, Société Générale a un rôle majeur à jouer et a la volonté d'accompagner ses clients et ses parties prenantes face à ces enjeux. Une action concertée entre les différents acteurs, publics et privés, est nécessaire afin de relever les défis imposés par la transition écologique tout en assurant la compétitivité des entreprises européennes. » Pierre Palmieri, Directeur général délégué, Société Générale.

« Sauf à imaginer une collectivisation de l'économie, la transition écologique ne pourra se faire que si on rentabilise les projets de décarbonation des entreprises et des ménages. L'argent public se faisant rare, le seul moyen d'y parvenir consiste à mettre un prix sur le carbone, en utilisant le revenu fiscal engendré pour compenser, voire surcompenser, les ménages les plus modestes. » Christian Gollier, Directeur exécutif, Toulouse school of economics

Gouverner cette transition implique de définir des nouveaux rôles pour chacune des parties prenantes clés et de penser au-delà de la performance financière

L'Etat doit retrouver sa fonction de stratège, de coordonnateur des acteurs économiques en s'en donnant les moyens, notamment par la planification et des politiques industrielles ciblées.

Les entreprises sont en première ligne car ce sont elles qui conçoivent les solutions technologiques et industrielles nécessaires à cette transformation.

Les acteurs financiers doivent soutenir la transition en allouant le capital nécessaire aux projets de transformation des entreprises et en développant une discipline de marché axée sur le climat analogue à la discipline de marché financière créée au début des années 80.

Au travers de son fonctionnement même, l'Institut de la Finance Durable reflète cette organisation pour un dialogue renforcé. Il contribue également à mieux standardiser les méthodes d'analyse extra financière pour renforcer la prise en compte de la décarbonation dans les projets des entreprises.

« Face aux défis posés par le changement climatique, notre rôle en tant que bancassurance est d'accompagner concrètement toutes nos parties prenantes, et en particulier nos clients dans la transition vers des modèles économiques plus soutenables ». Stéphane Dedeyan, Directeur Général, La Banque Postale

Une transition qui ne peut se faire sans les pays émergents

Le financement de la transition des pays émergents est un enjeu crucial pour le développement économique et le suivi de la trajectoire mondiale de baisse des émissions de gaz à effet de serre. Les financements mixtes offrent de belles perspectives pour la transition écologique dans les pays émergents avec un déploiement important ces dernières années. Elle doit néanmoins s'accompagner d'une transformation plus large des économies locales.

L'IFD est mobilisé depuis l'été 2023 sur le sujet des financements mixtes et nourrit les réflexions pour lever les obstacles afin de mieux mobiliser les capitaux privés et mieux financer la transition dans les pays émergents.

« Malgré des progrès, les montants de l'aide publique et de la finance climat restent loin des besoins, environ 10 fois supérieurs. La mobilisation de la finance privée, notamment au travers des financements mixtes, est cruciale pour les pays en développement. Avec un cadre réglementaire adapté, son déploiement permettrait que les flux financiers soient mieux orientés vers les pays émergents et en développement riches en projets d'investissements. Cette ambition est au cœur du Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète (4P). » Amélie de Montchalin, Représentante permanente de la France, OCDE

« L'heure de l'action a remplacé l'heure de la prise de conscience. Les entreprises doivent saisir l'opportunité donnée par la CSRD de repenser leur modèle d'affaires afin de fournir des biens et services utiles à la société et à l'impact compatible avec les limites planétaires. La création de valeur associée sera captée par les investisseurs les mieux équipés pour évaluer ces évolutions. » Isabelle Kocher de Leyritz, Directrice Générale, Blunomy

« Bank of America s'est engagée à déployer et mobiliser 1,5 trilliards de dollars d'ici 2030 pour les financements durables dont 1 000 milliards de dollars pour la transition environnementale et 500 milliards de dollars pour le développement inclusif social. C'est un engagement concret, nous avons déjà mobilisé 560 milliards de dollars pour favoriser la transition vers une économie durable dans plusieurs pays dont des pays émergents. » Vanessa Holtz, CEO de Bank of America Securities Europe S.A

A propos de l'Institut de la Finance Durable

Créé en octobre 2022, l'Institut de la Finance Durable, branche de Paris EUROPLACE, a pour objectif de coordonner, fédérer et accélérer l'action de la Place financière de Paris pour la réalisation de la transition écologique et la transformation de l'économie vers un modèle bas-carbone et inclusif, aligné avec les objectifs de l'Accord de Paris et les Objectifs du développement durable. Il rassemble l'ensemble des acteurs privés, publics et institutionnels de la Place de Paris et porte les positions de la Place au plan européen et international.

Contact presse

Anne-Sophie Gentil – anne-sophie@2017.fr – 06 32 92 24 94

Justine Dagorn – justine.dagorn@paris-europlace.com - 01 70 98 06 46